

trésors de mérite il faut qu'elle ait entassés dans son passé, alors qu'elle croyait, qu'elle priait, qu'elle agissait, pour que, vide aujourd'hui d'œuvres fortifiantes dans ses régions officielles, elle trouve grâce devant ce Dieu des nations qu'elle a chassé de partout et qu'elle a jeté à l'égout du blasphème !

Quand la malheureuse nation a-t-elle commencé à descendre cette pente fatale ? Quand, en punition de son orgueilleux esprit de domination sur l'Eglise et le Pape, " Celui qui règne dans les cieux et de qui relèvent tous les empires " a permis qu'elle perdît la raison au point d'offrir en sacrifice l'âme de ses enfants à ce Moloch sans conscience et sans entrailles qui a nom l'Etat éducateur. Nous avons déroulé sous les yeux de nos lecteurs les tableaux successifs de cette lamentable chute, et nous avons demandé à nos parents chrétiens de profiter des leçons de cette triste expérience et de ne pas tomber dans les pièges où nos cousins de France ont laissé tant de biens précieux.

Nous avons indiqué la gradation : suppression du droit naturel des parents, bientôt suivie de la suppression du droit divin de l'Eglise ; suppression de la liberté d'enseignement ; monopole au profit de l'Etat, neutralité religieuse, guerre contre l'Eglise despotisme allant s'accroissant jusqu'à devenir la dernière expression de l'absolutisme, en définitive persécution en règle comme aux premiers temps de l'Eglise. Ajoutez-y l'instabilité. Un ministère d'instruction publique, c'est l'éducation livrée à toutes les évolutions, à toutes les vicissitudes, à toutes les tourmentes, à toutes les fantaisies, à tous les tâtonnements, à tous les calculs de la politique. C'est un ministre ballotté du pouvoir à la chute, défaisant aujourd'hui ce que son prédécesseur a pu faire de bien, aggravant ce qu'il a fait de mal, car, dans une voie fautive, la logique pousse aux conséquences extrêmes, en attendant que son successeur empire à son tour la situation.

Voilà l'expérience. Partout où elle a été faite, elle a donné les mêmes résultats. Il a fallu peut-être plus de temps dans un pays que dans l'autre, selon le plus ou moins de facilités laissées aux machinations des sectaires. Mais partout on a eu le monopole et le despotisme de l'Etat, partout on a vu la liberté religieuse amoindrie, puis supprimée, partout l'instabilité régnait en souveraine dans un ordre de choses qui demande, sinon de la fixité, au moins de l'esprit de suite.

Pourquoi donc, nous sommes-nous alors demandé, nos pseudo-réformateurs restent-ils fermés à toutes ces leçons de l'expérience ? Quel aiguillon les pousse à renouveler ici des tentatives qui partout ailleurs ont été pleines de périls pour la société ? Et